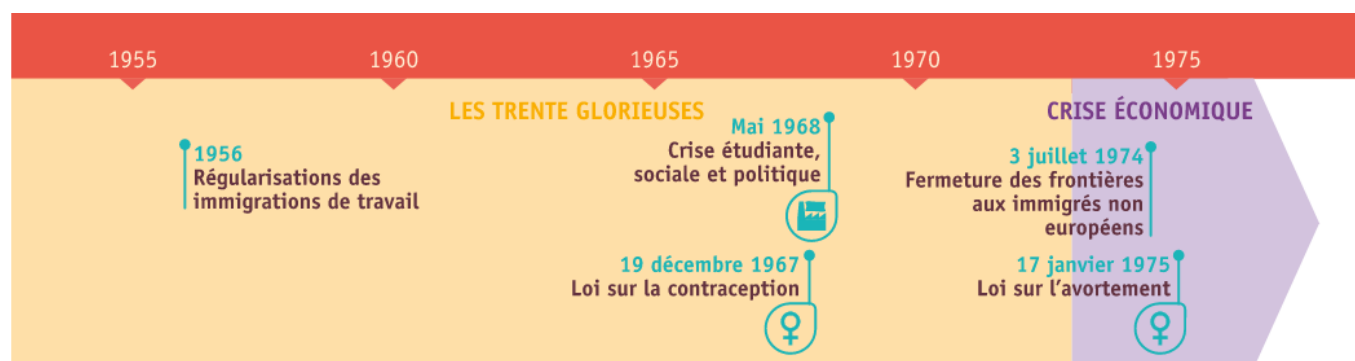


Chapitre 11 : Femmes et hommes dans la société des années 1950 aux années 1980 / Leçon

Problématique : Comment le modèle républicain s'adapte-t-il aux transformations de la société française ?

Plan du cours	Mots clés
I-Femmes, jeunes et immigrés dans la société 1. La féminisation de la population active 2. Les immigrés 3. La population augmente et rajeunit II-Vivre et penser autrement 1. La désindustrialisation des années 1970 2. L'essor de la société de consommation et évolution de la société 3. La culture de masse III-Répondre aux évolutions sociales par la loi 1. Dans la société en général 2. Répondre aux aspirations de la jeunesse 3. Les femmes acquièrent de nouveaux droits	Emancipation Immigré Trente Glorieuses Regroupement familial Intégration Xénophobie Le baby-boom Désindustrialisation Société de consommation Collège unique Stéréotype de genre

Dates repères :



Source : Le livre scolaire

I-Femmes, jeunes et immigrés dans la société

1. La féminisation de la population active

La population active se féminise, mais les femmes restent moins payées que les hommes. C'est une évolution majeure de la société française d'après-guerre. L'insertion des femmes dans le monde du travail est facilitée par la tertiarisation de l'économie, c'est-à-dire le développement des emplois de service. Les femmes s'émancipent.

Emancipation : libération d'un état de dépendance, d'une domination.

Elles conquièrent progressivement des droits politiques. Leur place dans la société change. Figures intellectuelles, figures politiques : le parcours de ces femmes témoigne de l'émancipation progressive dans la seconde moitié du XXème siècle.

Document : parcours de femmes

Simone de Beauvoir	Françoise Giroud	Simone Veil	Gisèle Halimi
			
Philosophe Auteure du <i>Deuxième sexe</i> (1949) Rédige le <i>Manifeste des 343</i> en 1971	Femme politique, journaliste, académicienne Secrétaire d'Etat chargée de la condition féminine (1974-1976) Secrétaire d'Etat à la Culture (1976-1977)	Femme politique Ministre de la Santé (1974-1979) Fait voter la loi sur l'IVG (avortement) en 1975	Femme politique et avocate Députée (1981-1984) Signe le <i>Manifeste des 343</i> en 1971 Fonde le mouvement « Choisir la cause des femmes »

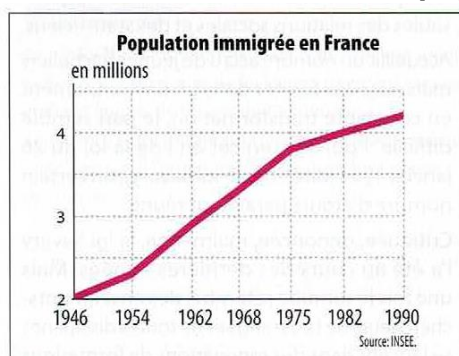
2. Les immigrés

Face aux besoins en main d'œuvre pendant les Trente Glorieuses (1974-1975), l'Etat organise l'immigration de travail. Jusqu'en 1975, la France s'ouvre aux travailleurs immigrés pour faire face aux besoins de la reconstruction et de la croissance de cette période.

Immigré : une personne née à l'étranger, mais résidant en France de façon permanente.

Les Trente Glorieuses : période de forte croissance économique en Occident et en France, de 1945 au premier choc pétrolier de 1973.

Document : évolution de la population immigrée en France



Source : Belin

Le nombre d'immigrés en France augmente comme nous le constatons sur la courbe à partir de 1945, à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

L'arrivée de travailleurs étrangers expliquent cette croissance. On observe un fléchissement des arrivées à partir de 1975.

En 1975, la France compte ainsi sur son sol 3,4 millions d'étrangers parmi lesquels 759 000 Portugais et 711 000 Algériens. Mais avec la montée du chômage, suite au choc pétrolier, le gouvernement suspend l'immigration pour des motifs économiques. L'immigration se poursuit néanmoins à travers le regroupement familial. Et dans les années 1980, le nombre d'étrangers en France dépasse les 4 millions.

Regroupement familial : procédure permettant à la famille d'un étranger installé en France de la rejoindre légalement.

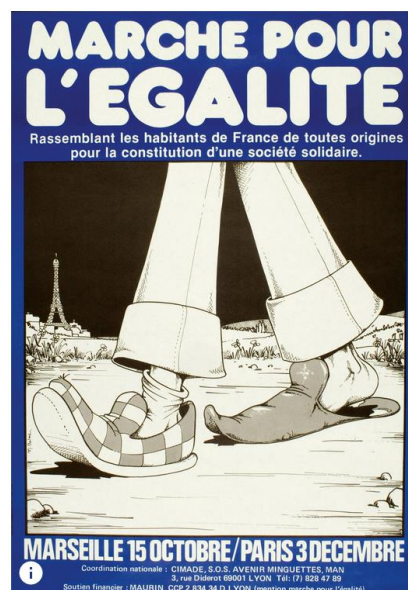
Durant les années 1980, les débats virulents tournent autour de la l'intégration des immigrés. Les immigrés sont victimes du racisme. Les jeunes issus de l'immigration dénoncent cette montée du racisme et du front national.

Intégration : Insertion des immigrés dans la communauté nationale, qui passe par l'adoption de codes culturels partagés.

Document : deux réactions opposées



Affiche du Front national, 1977



Affiche de la Marche pour l'égalité, 1983

Source : Le livre scolaire

Sur les affiches ci-dessus, nous avons deux réactions opposées face à l'immigration : d'un côté la xénophobie affichée ouvertement et de l'autre côté l'antiracisme. Dans les années 1970, le Front national s'empare du thème de l'immigration, en le liant au chômage. Il remporte une première victoire aux municipales à Dreux en septembre 1983.

C'est dans ce contexte qu'une marche pour l'égalité et contre le racisme et la xénophobie rassemble 100 000 personnes à travers la France, du 15 octobre au 3 décembre 1983. Il s'agit de la première manifestation nationale d'immigrés et de jeunes Français issus de l'immigration en France.

Xénophobie : hostilité systématique vis-à-vis des personnes étrangères.

Dans le même temps, la politique de l'immigration en France se durcit. Avec la montée du chômage et des idées du Front national, les gouvernements limitent de plus en plus l'immigration en France.

Document : les politiques de l'immigration en France

1956	Régularisation des immigrés	Sur présentation du contrat de travail
1974-1977	Fin de l'immigration de travail	Regroupement familial ou prime d'aide au retour
1982-1984	Nouvelle politique des gouvernements socialistes	Régularisation, carte de résidents de 10 ans.
1986	Généralisation des visas	Obligation pour entrer sur le territoire
1989	Création du Haut Conseil à l'intégration	Consultation pour l'intégration des immigrés.

Source : Hachette

Durant les Trente Glorieuses, les gouvernements ont mené une politique d'ouverture des frontières. Il suffisait pour les travailleurs immigrés de présenter leurs contrats de travail pour être régularisés sur le territoire. A partir de la crise économique de 1973-74, la France a mené une politique de fermeture de ses frontières. Le visa est devenu obligatoire et un Haut Conseil de l'intégration a été mis en place.

3. La population augmente et rajeunit

La population française augmente et rajeunit grâce au baby-boom. Mais à partir des années 1970, la fécondité baisse, alors que l'espérance de vie augmente. Il en résulte un vieillissement de la population française.

Le baby-boom : période de forte natalité, de 1945 aux années 1970.

Les jeunes adultes issus du baby-boom jouent un rôle essentiel dans la transformation de la société. Les baby-boomers portent des aspirations nouvelles, souvent en rupture avec celle de la génération précédente. Les jeunes émergent comme un groupe social qui se distingue par un pouvoir d'achat plus fort (argent de poche), un langage et des vêtements communs, des pratiques culturelles communes centrées sur la musique. En mai 1968, un mouvement social de masse (grèves et manifestation) est enclenché par la jeunesse étudiante parisienne, suivie par le monde ouvrier. Les revendications sont tournées contre le pouvoir gaulliste. Elles révèlent de nouvelles aspirations de la jeunesse.

Document : occupation de la Sorbonne en 1968



Des étudiants occupants la Sorbonne en 1968.

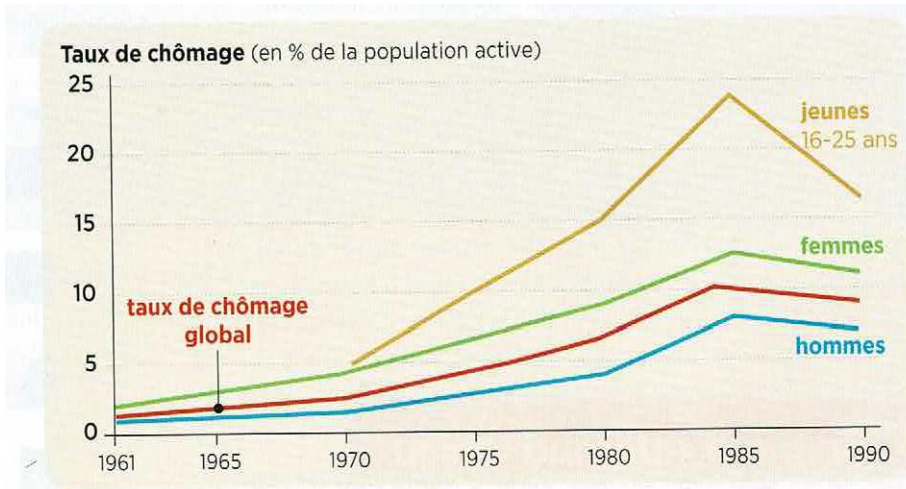
Source : Jean Mazeau, photographie.

II-Vivre et penser autrement

1. La désindustrialisation des années 1970

A partir de 1973, la désindustrialisation fait reculer l'emploi industriel, au bénéfice du secteur tertiaire.

Document : évolution du chômage en France



Source : Hachette

Le chômage de masse fait son apparition et touche surtout les jeunes, les femmes, les immigrés, les personnes de plus de 50 ans.

Désindustrialisation : disparition progressive des activités industrielles, remplacées par des activités tertiaires

La période de chômage s'allonge considérablement. C'est le début du nouveau type de chômage : le chômage de longue durée. Une nouvelle forme de pauvreté se développe alors en France mais aussi dans les autres pays développés. Cette « nouvelle pauvreté » liée à une société qui n'arrive plus à assurer un emploi pour tous, est fortement ressenti par l'ensemble des partenaires sociaux. La nécessité d'aider des adultes en déshérence, privés de moyens de survie, est soutenue par tous.

Pour lutter contre l'exclusion sociale, le RMI (Revenu Minimum d'Insertion) est mis en place, en 1988, par le gouvernement socialiste de Michel Rocard. La loi est rapidement votée en seconde lecture à l'Assemblée nationale.

Cette mesure permet aux personnes démunies et en difficultés d'avoir accès à un revenu minimal.

Document : contre l'exclusion sociale, la création du RMI

Toute personne qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation de l'économie et de l'emploi, se trouve dans l'incapacité de travailler, a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence. L'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté constitue un impératif national. Dans ce but, il est institué un revenu minimum d'insertion (...). Ce revenu minimum d'insertion constitue l'un des éléments de lutte contre la pauvreté tendant à supprimer toute forme d'exclusion, notamment dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de la formation, de la santé et du logement.

Loi du 1^{er} décembre 1988 créant le revenu minimum d'insertion.

EN 2008, le RMI est devenu le RSA (Revenu de Solidarité Active).

2. L'essor de la société de consommation et évolution de la société

Les Français s'enrichissent et entrent dans la société de consommation. L'après-guerre est une période de changement dans la consommation. L'acte de consommation prend une signification différente. Il ne s'agit plus de satisfaire des besoins primaires (nourriture, vêtements ou logement) mais d'acquérir des éléments de confort qui rendent la vie plus facile. Cette nouvelle manière de consommer est facilitée par l'élévation des niveaux des revenus et de vie. L'accès au crédit est lui aussi grandement facilité. On assiste à une hausse considérable des pouvoirs d'achat des ménages des pays industrialisés.

Ce sont les biens d'équipement des ménages qui sont au cœur des consommations des ménages. L'automobile devient l'un des grands produits-phares de la croissance des Trente Glorieuses. S'il y avait 1,5 million de voitures en circulation en France en 1939, à l'aube des années 1970, il y en a plus de 17 millions. Les appareils électroménagers profitent également de cette nouvelle prospérité. Les services, que ce soit de santé, d'éducation ou de loisirs, constituent une autre consommation nouvelle : leur part dans le budget des ménages double entre 1950 et 1970.

Avec l'allongement des congés payés (5 semaines de congés payés de la gauche socialiste), les vacances se démocratisent. La famille change : le mariage recule et le divorce progresse. L'influence des syndicats et des partis politiques diminue. L'individualisme s'impose dans les années 1980.

Société de consommation : société dans laquelle des consommateurs sont poussés à consommer en grande quantité.

3. La culture de masse

La culture de masse se développe (livre de poche, cinéma, radio, télévision). Une culture jeune naît dans les années 1960 : les yéyés. Le ministre des Affaires culturelles André Malraux (ministre à l'époque de De Gaulle) mène une politique de démocratisation culturelle, renforcée par Jack Lang après 1981. Ce dernier est très connu pour avoir obtenu le doublement du budget de la culture. Son nom est également attaché à la loi sur le prix unique du livre, à la mise en place des Fonds régionaux d'art contemporains (les Frac), à la fête de la musique, à la bataille des radios libres, à l'ouverture à l'international, à l'élargissement du domaine culturel : la mode, le design, les cultures régionales, les arts de la rue font leur entrée au ministère... Mais il est aussi comme il aime à le dire le ministre des artistes. Pour lui la création est au centre de tout. Il défend la notion d'« exception culturelle » contre les avancées des industries culturelles nord-américaines. Dans ce contexte, les pratiques culturelles changent également. La culture se démocratise et devient accessible à un grand nombre de Français.

A la faveur de ces réformes culturelles de masse, la culture a pris une place croissante dans le quotidien des Français, en particulier l'écoute de musique et les pratiques audiovisuelles. De plus, en une décennie, les pratiques culturelles numériques se sont considérablement développées. Plus d'un tiers d'entre eux écoutent de la musique en ligne, 44 % jouent à des jeux vidéo et les trois quarts des jeunes. Les pratiques de sortie dans les équipements culturels se sont développées, sous l'effet d'une plus forte fréquentation des plus de 40 ans.

III-Répondre aux évolutions sociales par la loi

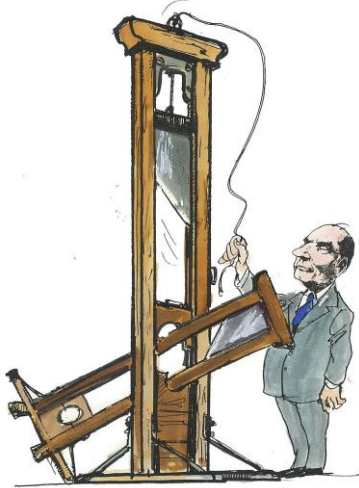
1. Dans la société en général

Les gouvernements répondent aux attentes en adoptant de nouvelles législations. Un salaire minimum le SMIC, est créé en 1970.

Durant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, un vent de réforme souffle sur la France. En matière de mœurs, la loi Veil du 17 janvier 1975 autorise l'interruption volontaire de grossesse.

Après 1981, le gouvernement socialiste de Pierre Mauroy complète ces réformes de société par des réformes économique et sociales : réduction du temps de travail, qui passe de 40 à 39 heures hebdomadaires, cinquième semaine de congés payées, nationalisation, création d'un impôt sur la fortune, le RMI... Il abroge également dans le code pénal une discrimination, datant du régime de Vichy, qui visait jusqu'alors les homosexuels en matière d'âge de la majorité sexuelle. Enfin, il se montre favorable à l'immigration en assouplissant les conditions d'accès au titre de séjour et en régularisant la situation des immigrés clandestins.

Document : abolition de la peine de mort



Dessin de Calvi

Parmi l'un des plus grandes évolutions sociales, notons l'abolition de la peine de mort. Cette réforme illustre le souhait d'une justice plus soucieuse des droits de l'homme.

François Mitterrand, Président de la République française, abolit la peine de mort le 18 septembre 1981.

Il fait cela malgré une opinion publique majoritairement favorable à la peine de mort. A peine élu, son nouveau ministre, Robert Badiner, fait voter la loi par l'Assemblée nationale. La France est alors l'un des derniers pays d'Europe occidentale à abolir la peine de mort.

2. Répondre aux aspirations de la jeunesse.

Les jeunes obtiennent le droit de vote à 18 ans (au lieu de 21 ans) en 1974. Dans le domaine de l'éducation, le « collège unique », mis en place par la loi Haby, accueille désormais tous les élèves de la sixième à la troisième, sans aucun système de filières, afin d'assurer la démocratisation de l'enseignement secondaire.

Collège unique : créé par la loi Haby en 1975, il vise à donner la même scolarité à tous les enfants de la 6^{ème} à la 3^{ème}, sans aucun système de filières.

Des lois majeures concernant l'université (aide aux étudiants, professionnalisation, etc.) sont mises en place.

Durant les années 1980, la jeunesse est traversée par des doutes et des incertitudes. Les jeunes sont désormais incertains de leur avenir à cause de la crise économique. En 1986, ils manifestent massivement contre le projet de loi Devaquet, qui souhaite donner aux universités plus d'autonomie et le droit de sélectionner leurs étudiants et ils obligent le gouvernement de Jacques Chirac à retirer sa réforme.

3. Les femmes acquièrent de nouveaux droits

Longtemps placées dans une position de subordination à l'égard des hommes, les femmes acquièrent de nouveaux droits et s'émancipent progressivement après 1945. Ce mouvement s'accélère dans les années 1970-1980 avec l'acquisition de droits essentiels concernant la contraception, l'égalité salariale ou l'exercice des responsabilités au sein du couple. Pour autant les stéréotypes de genre demeurent vivaces, et la conquête de l'égalité reste inachevée.

Stéréotype de genre : idées préconçues et souvent déterminées par la tradition sur ce que devrait être la répartition des rôles et des tâches entre les hommes et les femmes.

Document : l'évolution des droits des femmes

13 juillet 1965 : droit pour une femme d'exercer une profession et d'ouvrir un compte en banque sans le consentement de son mari.

27 décembre 1967 : autorisation de la vente de produits contraceptifs en pharmacie.

4 juin 1970 : égalité juridique des époux.

22 décembre 1972 : l'employeur est tenu d'assurer l'égalité des rémunérations entre les hommes et les femmes.

4 décembre 1974 : l'Assurance maladie prend en charge la couverture des médicaments, produits et objets contraceptifs.

17 janvier 1975 : légalisation de l'interruption volontaire de grossesse (dite loi Veil).

12 juillet 1975 : le divorce peut être prononcé en cas de consentement mutuel, rupture de la vie commune ou « faute ».

13 juillet 1983 : création du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Source : Hachette

Un secrétariat d'Etat à la Condition féminine est institué en 1974. Les droits à l'avortement et à l'égalité professionnelle ouvrent la voie à l'émancipation des femmes. L'interruption volontaire de grossesse est un des droits acquis après de longues années de lutte.

Document : le manifeste des 343 et couverture du *Nouvel Observateur*, 5 avril 1971

Le 5 avril 1971, Le Nouvel Observateur publie une pétition signée par 343 femmes qui réclament la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse et expliquent avoir eu recours à l'avortement.

Un million de femmes se font avorter chaque année en France. Elles le font dans des conditions dangereuses en raison de la clandestinité à laquelle elles sont condamnées, alors que cette opération, pratiquée sous contrôle médical, est des plus simples. On fait le silence sur ces millions de femmes. Je déclare que je suis l'une d'elles.

Je déclare avoir avorté. De même que nous réclamons le libre accès aux moyens anticonceptionnels, nous réclamons l'avortement libre. Suit la liste des signataires.

Le Nouvel Observateur, 5 avril 1971



Simone Veil défend le projet de loi sur l'avortement. La pilule est autorisée en France dès 1967 mais l'avortement est interdit. Il est pratiqué de façon clandestine et des milliers femmes se rendent en Suisse ou en Angleterre pour interrompre une grossesse non désirée. Et près d'un million de femmes se font avorter dans la clandestinité en France. Des mouvements féministes réclament alors de plus en plus le vote d'une loi autorisant l'avortement. Des personnalités féminines signent une pétition lancée par Simone de Beauvoir dans le *Nouvel Observateur* pour réclamer la légalisation de l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG). Elles déclarent toutes avoir elles-mêmes déjà avorté illégalement : c'est le « manifeste des 343 salopes ». L'engagement de ces personnalités féminines donne du poids à cette revendication. En 1974, Valéry Giscard d'Estaing soutient sa ministre de la Santé, Simone Veil, qui présente, le projet de loi sur l'Interruption Volontaire de Grossesse à l'Assemblée Nationale devant l'hostilité de nombreux parlementaires majoritairement masculin.

Lors des débats, Simone Vié insiste sur le nombre d'avortements clandestins (et donc dangereux) et les inégalités sociales qui découlent du vide juridique (les femmes les plus riches peuvent aller avorter à l'étranger). En évitant le débat sur le fond (moral, religieux, éthique), elle place les députés face à leurs responsabilités de législateurs.

La loi sur IVG est adoptée le 17 janvier 1975.

Travaillez cette notion avec un parcours pédagogique progressif clé en main

Cette ressource de type : **Cours gratuit**, pour le niveau : **3ème**, dans la catégorie : **Femmes et hommes dans la société (1950-1980)**, ne constitue qu'une **étape** d'un **parcours pédagogique complet** prêt à l'emploi pour apprendre, s'entraîner et maîtriser cette notion **étape par étape**.

Étape 1. Cours gratuit : Comprendre la règle

Découvrir la notion grâce à des explications simples et des exemples concrets.

- [Cours 3ème Femmes et hommes dans la société des années 1950 aux années 1980](#) (pdf)
- [Cours 3ème Femmes et hommes dans la société des années 1950 aux années 1980](#) (word)
- [Retenir autrement 3ème Femmes et hommes dans la société des années 1950 aux années 1980](#) (pdf)
- [Retenir autrement 3ème Femmes et hommes dans la société des années 1950 aux années 1980](#) (word)
- [Télécharger toutes les fiches de cette étape](#) (zip)
- [Télécharger toutes les fiches du parcours pédagogique](#) (zip)

Étape 2. Exercices : S'entraîner progressivement

Des exercices progressifs pour avancer étape par étape

- [Exercices 3ème Femmes et hommes dans la société des années 1950 aux années 1980](#) (pdf)
- [Exercices 3ème Femmes et hommes dans la société des années 1950 aux années 1980](#) (word)
- [Exercices Correction 3ème Femmes et hommes dans la société des années 1950 aux années 1980](#) (pdf)
- [Télécharger toutes les fiches de cette étape](#) (zip)
- [Télécharger toutes les fiches du parcours pédagogique](#) (zip)

Étape 3. Évaluation Bilan : Vérifier ses acquis avant le contrôle

Des évaluations et corrections pour se préparer sereinement

- [Evaluation 3ème Femmes et hommes dans la société des années 1950 aux années 1980](#) (pdf)
- [Evaluation 3ème Femmes et hommes dans la société des années 1950 aux années 1980](#) (word)
- [Evaluation Correction 3ème Femmes et hommes dans la société des années 1950 aux années 1980](#) (pdf)
- [Télécharger toutes les fiches de cette étape](#) (zip)
- [Télécharger toutes les fiches du parcours pédagogique](#) (zip)

Étape 4. Séquence / Fiche de prep : Ressources enseignants clé en main

Accéder aux fiches de préparation, séquences et séances complètes pour enseigner la notion facilement.

- [Femmes et hommes dans la société des années 1950 aux années 1980 - 3ème – Séquence complète](#)
- [Télécharger toutes les fiches de cette étape](#) (zip)
- [Télécharger toutes les fiches du parcours pédagogique](#) (zip)